



23

août
2019

▲ Niv. 1

L'État a
répondu
**République
slovaque**

n° 71/2019

Création de l'alerte : 14 juin 2019

Une opération de surveillance de masse vise les journalistes slovaques

SOURCE DE LA MENACE ▶ Inconnue

CATÉGORIE ⓘ ▶ Autres actes ayant des effets dissuasifs sur la liberté des médias

AUTEUR : IPI, AEJ, RSF

En avril, les médias slovaques ont révélé l'existence d'une opération de surveillance de masse visant les journalistes, menée de mars 2017 à février 2018 par un ancien agent du renseignement, Peter Tóth, pour le compte de Marian Kočner, l'homme d'affaires en disgrâce poursuivi pour avoir commandité les meurtres du journaliste Slovaque Ján Kuciak et de sa fiancée, Martina Kušnírová. Ce jour, le principal quotidien slovaque, SME, a révélé des informations selon lesquelles un petit groupe organisé a travaillé avec Tóth pour collecter des informations utiles à Kočner, apparemment pour discréditer les journalistes, y compris ceux travaillant pour SME, Aktuality.sk, Trend et Denník N. Le groupe a surveillé de près la vie personnelle et les activités quotidiennes des cibles, allant jusqu'à surveiller les journalistes lorsqu'ils cherchaient leurs enfants à la maternelle. SME a également déclaré que des membres du groupe étaient postés chaque jour dans une voiture garée devant les bureaux du journal pour suivre l'un de ses journalistes, Adam Valček. Les médias ont également révélé que l'équipe de surveillance avait obtenu largement accès aux bases de données officielles de la police, recueillant des données personnelles des journalistes telles que des plaques d'immatriculation ou des informations fiscales. Selon ces informations, des éléments concernant Kuciak obtenus au cours de l'opération de surveillance ont été utilisés par les individus suspectés d'avoir commis le double assassinat en février 2018.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

🔗 Article par IPI (en anglais): "IPI urges Slovakia to investigate surveillance of journalists"

RÉPONSES DE L'ÉTAT



16 août 2019 | Réponse officielle du Gouvernement de Slovaquie

➔ **Lettre de la Représentation permanente de la République Slovaque auprès du Conseil de l'Europe**

SUITES DONNÉES



23 août 2019 | Le 22 août 2019, le Groupe d'États contre la corruption (GRECO) a évalué l'efficacité du cadre existant pour prévenir la corruption au sein du gouvernement central et des services de détection et de répression et a publié une série de recommandations visant à renforcer la transparence, l'intégrité et la responsabilité dans la vie publique.

➔ **Rapport d'évaluation de la République slovaque**